L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAU : Rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 1er NOVEMBRE 1866.

DEPUIS 1827 PROPRIÉTAIRES - RÉDACTEURS

PUBLICATION QUOTIDIENNE

JEUDI MATIN, 1er NOVEMBRE

L'ABEILLE.

M. JOHN BURNES, domicilié à Donaldsonville, est notre agent pour toutes les Paroisses riveraines du Mississippi, de la Nile-Orléanais à Baton-Rouge.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

[illegible] à la vente.

Grande vente

De mam'zelles sèches étrangères et manufacturées, dans la salle d'encan de :

VERGNET & CO.,

No 16, RUE DE CHARTRES, No 16.

Assortiment de 5 à 10 heures. Rafraîchissements gratuits offerts à tous les acheteurs.

Conditions. Comptant. Coton blanc.

Le vendeur se réserve un limite

La Politique du Président.

Nous apprenons dans le *National Intelligencer*, le texte d'une lettre adressée par M. Browning, secrétaire de l'Intérieur, à quelques uns de ses anciens constituants de l'Illinois. Ce document acquerra une certaine importance à cause de la [illegible] de son auteur, ancien membre du parti républicain, de sa position actuelle dans le cabinet et de l'approbation donnée par le Président aux vues qu'il exprime. C'est une refutation officielle des calomnies si souvent répétées d'un changement de front du Président sur la question de l'amendement constitutionnel. Nous croyons donc utile d'en donner au moins une analyse à nos lecteurs.

« Il y a maintenant, dit M. Browning, deux tendances dans les affaires publiques, toutes deux grosses de périls. L'une est la tendance à centraliser le pouvoir dans le gouvernement général, l'autre est la tendance du département législatif à absorber une grande partie des pouvoirs et des prérogatives de l'exécutif et du judiciaire. L'écrivain combat ces tendances et trace la ligne que doit suivre jaloux les fondateurs du gouvernement ont établi la délimitation des pouvoirs appartenant respectivement au gouvernement fédéral et aux gouvernements des Etats, ou aux différentes branches du gouvernement central. Ce sont les empiétements de pouvoir législatif, le plus fort de tous, qui sont le plus à craindre, parce que ceux qui en font partie ne sont responsables, pour les actes d'usurpation qu'ils peuvent commettre, qu'envers la volonté du parti dominant. Si le présent Congrès n'était pas retenu par les clauses expresses de la Constitution, il annihilerait la prérogative du Président pour la nomination aux emplois, et spécialement sur les assistances des deux autres pouvoirs. C'est pour arrêter à ce résultat que le Congrès propose de nouveaux amendements à la Constitution qui lui [illegible] de révolutionner tout le mécanisme gouvernemental et d'anéantir le pouvoir judiciaire des Etats.

Après avoir fait remontrer les conséquences de cette intervention d'un gouvernement central dans l'exercice du pouvoir judiciaire réservé aux Etats, M. Browning ajoute :

Il est impossible de maintenir notre forme actuelle de gouvernement sans préserver l'indépendance et la souveraineté des Etats dans leurs sphères constitutionnelles.

L'Union et le gouvernement fédéral ne purent exister sans les Etats, et il faut que les Etats soient égaux—égaux en dignité, égaux en droits, égaux en pouvoir, égaux dans le contrôle absolu et sans conditions de tout ce qui appartient à leur administration et à leurs intérêts domestiques et locaux.

La lettre aborde ensuite le changement proposé à la base de la représentation ; nous avons vu ce qui est rebâti à ce point important :

La population totale est la véritable base de la représentation. Peu importe la manière dont la chambre électorale est réglée, qu'elle soit accordée au petit ou au grand nombre, toutes les classes de la communauté sont représentées. Les intérêts de toutes les parties dans la grande famille commune sont tellement liés et mêlés qu'ils ne peuvent être séparés, et ceux qui ont le pouvoir représentatif doivent en user pour le bien de tout ou tout peut être pas précisément au même degré, mais ils ne peuvent en user sans que les pouvoirs qui sont gradativement avantageux à chacun dans la société, et que celles qui sont oppressives pour une ou plusieurs de la retenir à un degré quelconque pour toutes.

Il y a toujours, même dans ce pays, où le droit d'élection est le plus étendu, un grand nombre d'individus qui ne votent pas et dont les intérêts sont néanmoins protégés, et dont le nombre, suivant en ligne de compte dans la répartition de la représentation, dépend les bases des autres bien représentatives. Telles sont les personnes au-dessous de 21 ans, les personnes de sexe féminin de tout âge, et les étrangers non naturalisés. Pourquoi n'entre pas la population de ces trois classes dans la base de la répartition ? On ne leur permet pas de voter parce qu'on ne les suppose pas suffisamment instruites en matière politique, ni suffisamment versés dans les affaires gouvernementales pour qu'on leur confie la franchise électorale. On les compte dans la répartition parce qu'ils font partie de la population et parce qu'ils font partie de la richesse du pays, avec [illegible]

[illegible] ont la véritable [illegible] [illegible] [illegible]